



Canadian Pork Council
Conseil canadien du porc

14 février 2012

Consultations sur les négociations commerciales (PTP)
Affaires étrangères et Commerce international Canada
Direction de la politique et des négociations commerciales II (TPW)
Édifice Lester B. Pearson
125 Sussex Drive
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Madame,
Monsieur,

**Objet : Commentaire du Conseil canadien du porc
sur la participation canadienne aux négociations sur le Partenariat transpacifique (PTP)**

Le Conseil canadien du porc (CCP) se réjouit d'avoir la possibilité de transmettre son point de vue sur cette question et de pouvoir exprimer son soutien à la participation canadienne aux négociations sur le Partenariat transpacifique (PTP).

Le CCP défend les intérêts des producteurs de porcs du Canada. Nous sommes une organisation membre de Canada Porc International (CPI) et nous souscrivons entièrement aux points de vue mentionnés dans le document transmis par cet organisme dans le cadre de la présente consultation. Notre partenaire au sein de CPI, le Conseil des viandes du Canada (CVC), a également signalé qu'il appuyait vivement la participation canadienne aux négociations sur le PTP.

Le Conseil canadien du porc est également membre de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCAA) et nous appuyons sans réserve la présentation de cette dernière, soutenant l'adhésion du Canada aux négociations sur le PTP.

L'accès aux exportations est déterminant pour l'industrie canadienne du porc. Les exportations canadiennes de porc en 2010 ont dépassé 2,7 milliards de dollars. Les exportations de porcs vivants ont contribué en outre pour 400 millions de dollars au solde du commerce des marchandises du Canada. Presque les deux tiers de la production canadienne de viande de porc sont exportés. En raison des fluctuations constantes des conditions qui déterminent la concurrence sur les marchés d'exportation (taux de change, politiques agricoles et barrières de

nature technique, pour n'en nommer que quelques-unes), les producteurs de porcs canadiens tiennent énormément à ce que le Canada ne se retrouve pas derrière les États-Unis et ses autres concurrents auprès de marchés acquis dans le cadre d'accords commerciaux régionaux. Le CCP soutient donc vivement la position actuelle du gouvernement fédéral favorable aux échanges commerciaux, en cherchant à améliorer les conditions commerciales du Canada par la conclusion d'accords avec l'Union européenne, le Japon, la Corée du Sud et maintenant, les membres du Partenariat transpacifique.

Le CCP estime que la participation canadienne aux négociations du PTP constitue une occasion importante d'accroître les exportations de porc. Voici pourquoi :

(1) Il est vrai que le Canada a conclu des accords de libre-échange avec plusieurs des partenaires actuels du PTP (notamment les États-Unis, le Chili, le Pérou et avec un autre membre potentiel du PTP, le Mexique). Toutefois, les négociations du PTP nous offrent la possibilité d'accroître significativement notre accès au marché du Vietnam, un pays de plus de 90 millions d'habitants où le porc est la viande la plus consommée. Les exportations canadiennes de porc au Vietnam en 2010 ont été un peu inférieures à 1 million de dollars. Le potentiel de ventes dans ce pays se situe bien au-delà de ce chiffre si les tarifs à l'importation étaient réduits ou éliminés.

(2) Le PTP offre en outre au Canada des moyens de garantir certaines règles commerciales (et même de les améliorer) auprès des pays avec qui il a déjà conclu des accords de libre-échange et qui font déjà partie du PTP ou souhaitent s'y joindre. Il s'agit notamment du Mexique, l'un de nos quatre partenaires de l'ALENA, dont nous appuyons la candidature, avec celle du Canada, pour adhérer aux négociations du PTP.

(3) La région du Pacifique comprend de nombreux pays à l'économie émergente qui présentent une importante croissance du revenu net par habitant et de la population. Ce sont là des conditions qui coïncident souvent avec une hausse rapide de la consommation et des importations de produits animaux. Bon nombre des marchés d'exportation du porc canadien dont l'essor est le plus rapide sont situés dans cette région, particulièrement dans la partie asiatique. Les exportations canadiennes de porc vers ses 10 principaux marchés de l'Asie Pacifique, autres que le Japon, ont quadruplé au cours des dix dernières années et dépassent actuellement 600 millions de dollars par année. Nous prévoyons que plusieurs autres pays de cette région qui ne sont pas encore membres du PTP, comme les Philippines, la Corée du Sud et la Thaïlande, souhaiteront sous peu se joindre au Partenariat transpacifique.

(4) L'intérêt manifesté par le Japon envers le PTP est un élément majeur de l'appui de l'industrie canadienne du porc à la participation du Canada à ces négociations.

Le Japon est un marché extrêmement important pour le porc canadien et nos ventes pourraient être gravement compromises si le Japon se joint au PTP en l'absence du Canada.

Le Japon est parfois le premier et parfois le second débouché pour les exportations de porc canadien. Malgré une concurrence accrue des autres pays exportateurs de porc, en raison de la hausse du dollar canadien et d'autres facteurs, nos volumes de ventes au cours des dernières années sont constamment demeurés autour d'un quart de million de tonnes, ce qui représente près d'un milliard de dollars par année. L'industrie canadienne du porc subirait de très lourdes

pertes au profit de ses concurrents des États-Unis, du Chili et de l'Australie si le Japon devenait membre du Partenariat transpacifique sans que le Canada le soit aussi.

Le Conseil canadien du porc souhaite également que les négociations de libre-échange entre le Canada et le Japon soient entreprises le plus rapidement possible. Nous ne pouvons que souhaiter mettre en place des conditions d'accès pour le porc qui placerait le Canada en position de fournisseur privilégié au cas où le Japon ne se joindrait pas au PTP.

Le Canada doit pénétrer dans l'enceinte du PTP dès maintenant plutôt que d'attendre à plus tard. Plus le Canada se joint rapidement au Partenariat transpacifique, plus grandes sont ses chances de contribuer à façonner ce partenariat et à empêcher qu'il s'oriente dans des directions qui pourraient ultérieurement se révéler désavantageuses pour le Canada. Si le Canada devait attendre d'autres cycles de négociations du PTP pour s'y joindre, il risque davantage de se retrouver dans une situation « à prendre ou à laisser » et cela exigera probablement plus de compromis de sa part pour y être accepté puisqu'il aura à traiter avec un plus grand nombre de pays. On pourrait comparer la situation actuelle du PTP à celle de l'OMC et de son prédécesseur, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Il a certainement été moins coûteux pour le Canada de se joindre au GATT à titre de membre fondateur en 1948 avec 22 autres pays qu'il le serait aujourd'hui alors qu'il faudrait négocier des accords distincts d'adhésion avec les quelque 150 pays membres de l'OMC. En effet, entretemps, le Canada a profité économiquement de meilleures conditions d'accès que lui a procurées sa participation au GATT/OMC.

Le Conseil canadien du porc souhaite que le Canada aborde les négociations sans conditions ni exclusions préalables. Le Canada ne devrait accepter aucune condition préalable relativement à sa participation aux négociations du PTP et ne devrait pas non plus soumettre d'exclusions à l'avance concernant ce qu'il souhaite négocier. Il est essentiel que ces deux conditions soient respectées pour que le Canada retire globalement le meilleur des négociations. L'acceptation de conditions préalables de la part d'autres pays réduira notre pouvoir de négociation avant même d'obtenir des compromis de nos partenaires du PTP. Deuxièmement, en soumettant toute exclusion préalable aux négociations, le Canada compromettrait ce qu'il peut obtenir pour la population canadienne (et il risque de s'exclure au complet) en participant à ces importantes négociations.

Comme pour les autres négociations commerciales auxquelles le Canada participe, le Conseil canadien du porc souhaite volontiers participer à toute consultation sur le sujet et à collaborer à la proposition canadienne visant à participer aux négociations du PTP.

Le tout respectueusement soumis,

Le Conseil canadien du porc